

Quels États soutiennent la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental ?

Tour d'horizon des positions sur le Sahara occidental

Le Sahara occidental est un territoire revendiqué par la République arabe sahraouie démocratique (RASD), proclamée en 1976, et par le Maroc, qui contrôle 80 % de sa superficie.



Pays soutenant la proposition d'autonomie du Maroc (souveraineté du pays sur le Sahara occidental)



Pays entretenant des relations diplomatiques avec la RASD ou qui la reconnaissent



Autre position/ neutre ou position inconnue

En date du 31 juillet 2024

Source : recherches Statista



statista

Écrit par le 22 novembre 2024

La France a officiellement changé de position sur le dossier du Sahara occidental. Dans une lettre adressée au roi du Maroc, Mohamed VI, Emmanuel Macron a affirmé que le plan d'autonomie marocain pour ce territoire, toujours [considéré comme non autonome par les Nations unies](#), était « la seule base pour aboutir à une solution politique juste, durable et négociée ». Il a également ajouté que « le présent et l'avenir du Sahara occidental [s'inscrivaient] dans le cadre de la souveraineté marocaine », sans pour autant aller jusqu'à reconnaître officiellement la souveraineté territoriale du Maroc à ce jour.

Ce tournant diplomatique va sans aucun doute compliquer le rapprochement entamé il y a deux ans entre la France et l'Algérie, le Sahara occidental étant au cœur des tensions entre le Maroc et l'Algérie – qui soutient les indépendantistes de la République arabe sahraouie démocratique (RASD). Le lendemain de la parution de l'information sur ce changement de position, le 30 juillet, Alger a annoncé le « retrait avec effet immédiat » de son ambassadeur à Paris.

Comme le détaille notre carte, avant la France, d'autres pays européens ont suivi la même voie sur ce dossier, comme les Pays-Bas et l'Espagne, qui avaient apporté leur soutien officiel à Rabat il y a deux ans, ou plus récemment l'Allemagne. En juin dernier, la ministre allemande des Affaires étrangères, Annalena Baerbock, avait déclaré que son pays considérait le plan d'autonomie marocain comme « une bonne base et un très bon fondement pour le règlement définitif » du conflit autour du Sahara occidental.

L'analyse des positions internationales montre que le Maroc dispose actuellement d'une longueur d'avance dans cette bataille diplomatique, les États qui soutiennent son plan d'autonomie étant plus nombreux et plus influents sur la scène internationale que ceux qui maintiennent des relations avec la République sahraouie ou la reconnaissent.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

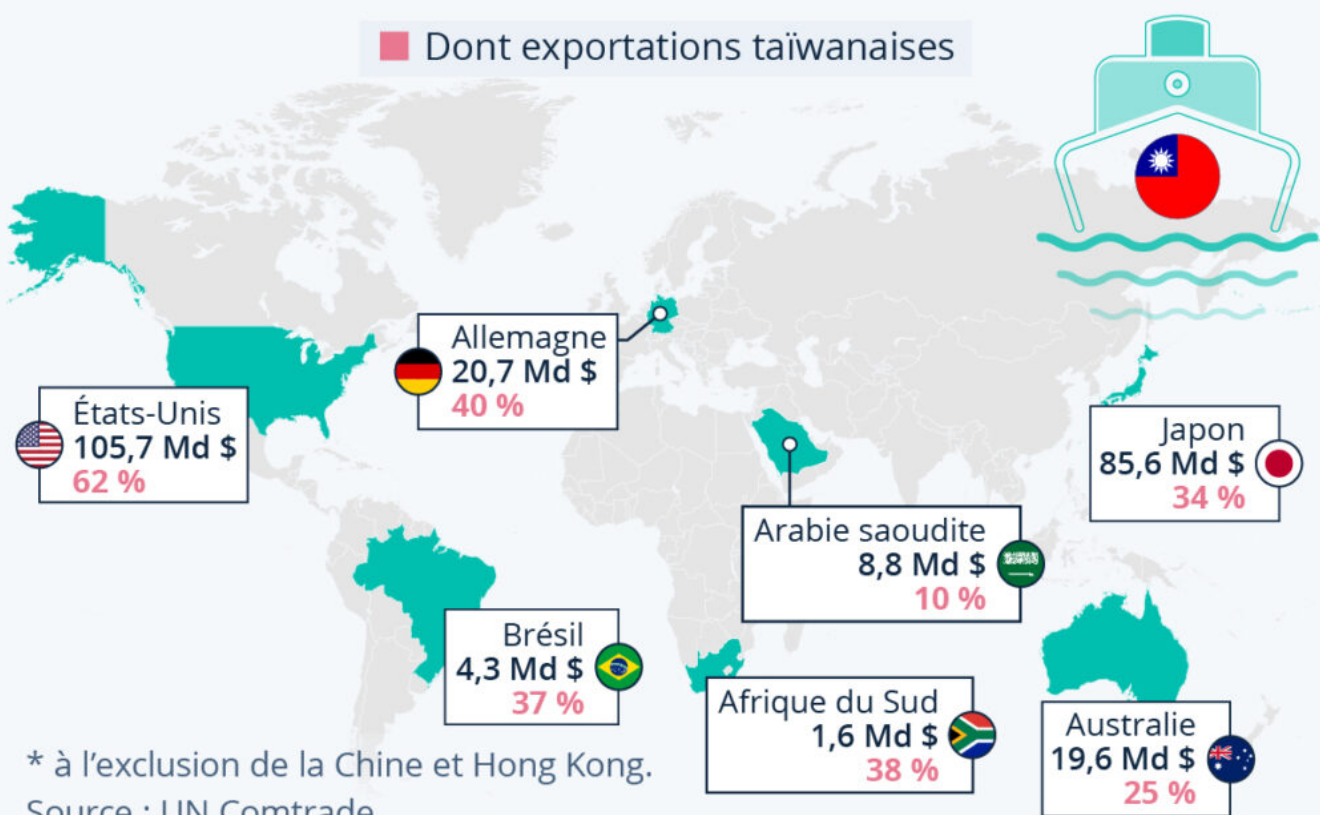
Qui dépend le plus du commerce avec Taïwan ?

Écrit par le 22 novembre 2024

Qui dépend le plus du commerce avec Taïwan ?

Principaux partenaires économiques de Taïwan selon le volume total des échanges commerciaux en 2021 *

■ Dont exportations taiwanaises



statista

En réaction à la visite à Taïwan de la présidente de la Chambre américaine des représentants Nancy Pelosi, Pékin a déployé une série de sanctions commerciales contre son voisin la semaine dernière. S'il est peu probable qu'une interdiction d'importation de certains fruits et poissons taiwanais devienne une source de tensions internationales, l'arrêt des exportations chinoises de sable vers l'île, ressource essentielle à la [fabrication de semi-conducteurs](#), pourrait avoir des répercussions majeures dans le monde.

Écrit par le 22 novembre 2024

Comme le montrent les statistiques de la base de données [Comtrade](#) de l'ONU, les États-Unis sont le premier partenaire commercial de Taïwan, avec des échanges totaux chiffrés à plus de 105 milliards de dollars en 2021. Dans le détail, les importations américaines en provenance de l'île pèsent 62 % du total. La majorité concerne le secteur informatique et électronique, des entreprises comme Apple, Qualcomm et NVIDIA s'appuyant principalement sur les semi-conducteurs fabriqués par les [fonderies taïwanaises](#).

Mais les États-Unis ne sont pas les seuls à dépendre du commerce avec Taïwan. Des pays comme le Japon et l'Allemagne sont aussi particulièrement dépendants de l'île pour faire tourner leur industrie. Les exportations taïwanaises représentent ainsi 34 % des 86 milliards de dollars d'échanges avec le Japon et 40 % des 21 milliards de dollars d'échanges avec la première économie européenne.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

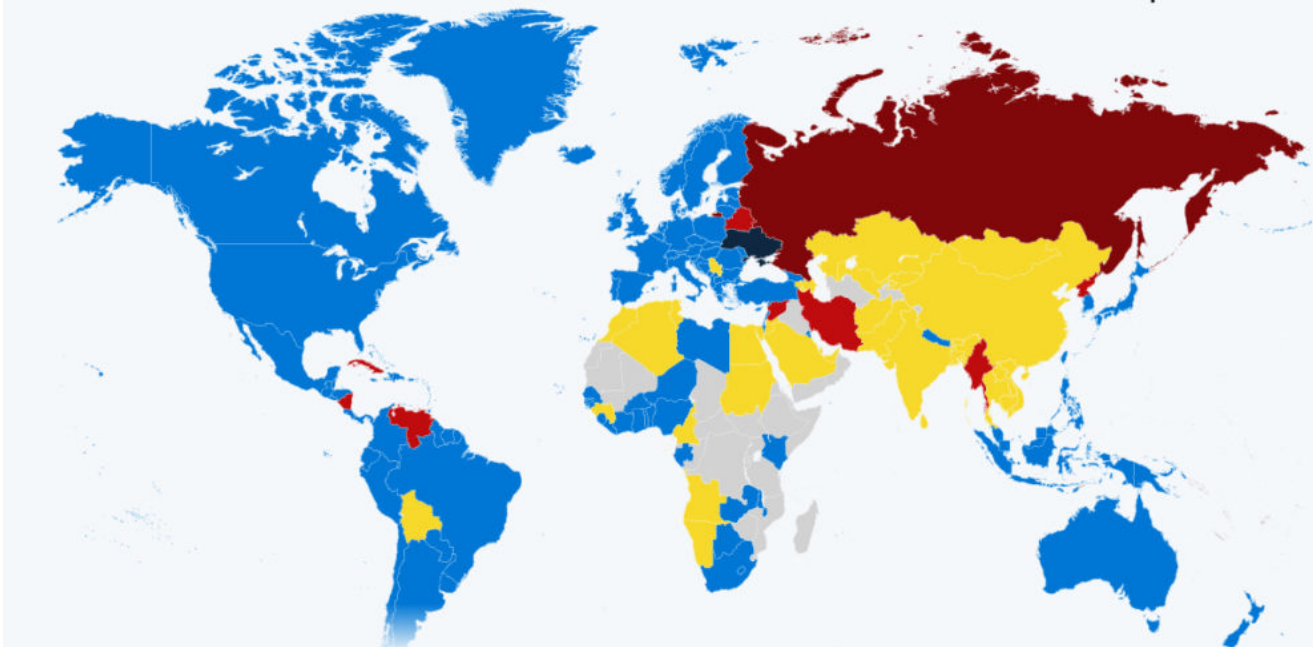
Guerre en Ukraine : les positions internationales à l'égard de la Russie

Écrit par le 22 novembre 2024

Les positions internationales sur la guerre en Ukraine

Pays et régions selon la position officielle des gouvernements sur l'invasion russe en Ukraine *

■ Condamnation de l'invasion ■ Position neutre ■ Position pro-russe



* Dernières informations en date du 1er mars 2022.

En gris : pas de réaction officielle/position inconnue.

Sources : rapports médias, recherches Statista, Wikipedia



Alors que la plupart des pays d'Europe et d'Amérique ont condamné l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le tableau est un peu plus mitigé en Asie et en Afrique. Dans ces régions du monde, de nombreux pays se sont abstenus de condamner l'offensive militaire russe, tandis que quelques autres ont annoncé leur soutien à Vladimir Poutine.

Écrit par le 22 novembre 2024

Outre la Biélorussie, qui participe activement à l'invasion avec son voisin, sept pays affichent une prise de position pro-russe dans le monde. En Asie, la junte militaire du Myanmar a défendu que l'attaque de la Russie « était justifiée pour la pérennité de sa souveraineté », tandis que l'Iran et la Corée du Nord ont accusé respectivement l'OTAN et les États-Unis d'être les premiers responsables du conflit. Ailleurs dans le monde, les dirigeants de la Syrie, du Venezuela, de Cuba et du Nicaragua ont également fait part de leur soutien à Moscou.

D'autres États ont appelé à la diplomatie et à la paix, mais tentent de rester à distance du conflit. C'est le cas de la Chine et de l'Inde, qui refusent de qualifier l'action russe d'invasion et se sont abstenues de voter lors du projet de résolution déplorant « l'agression contre l'Ukraine » au Conseil de sécurité de l'ONU. Les pays du Golfe, qui entretiennent aussi des liens économiques et sécuritaires avec Moscou, font également partie de ceux qui préfèrent rester neutres. La posture du Brésil reste en revanche assez floue. Même si le président Jair Bolsonaro a assuré que son pays n'allait pas prendre parti dans le conflit, le Brésil a tout de même voté en faveur de la résolution de l'ONU condamnant la Russie.

En Afrique, de nombreuses nations ont préféré garder le silence sur ce sujet. Certaines ont rejoint les condamnations de l'ONU ou ont condamné l'invasion russe de manière indépendante. Plusieurs autres ont simplement appelé à la diplomatie et à l'arrêt des violences. En Europe, le seul pays qui conserve une posture neutre est la Serbie, qui soutient l'intégrité territoriale de l'Ukraine mais refuse les sanctions contre la Russie.

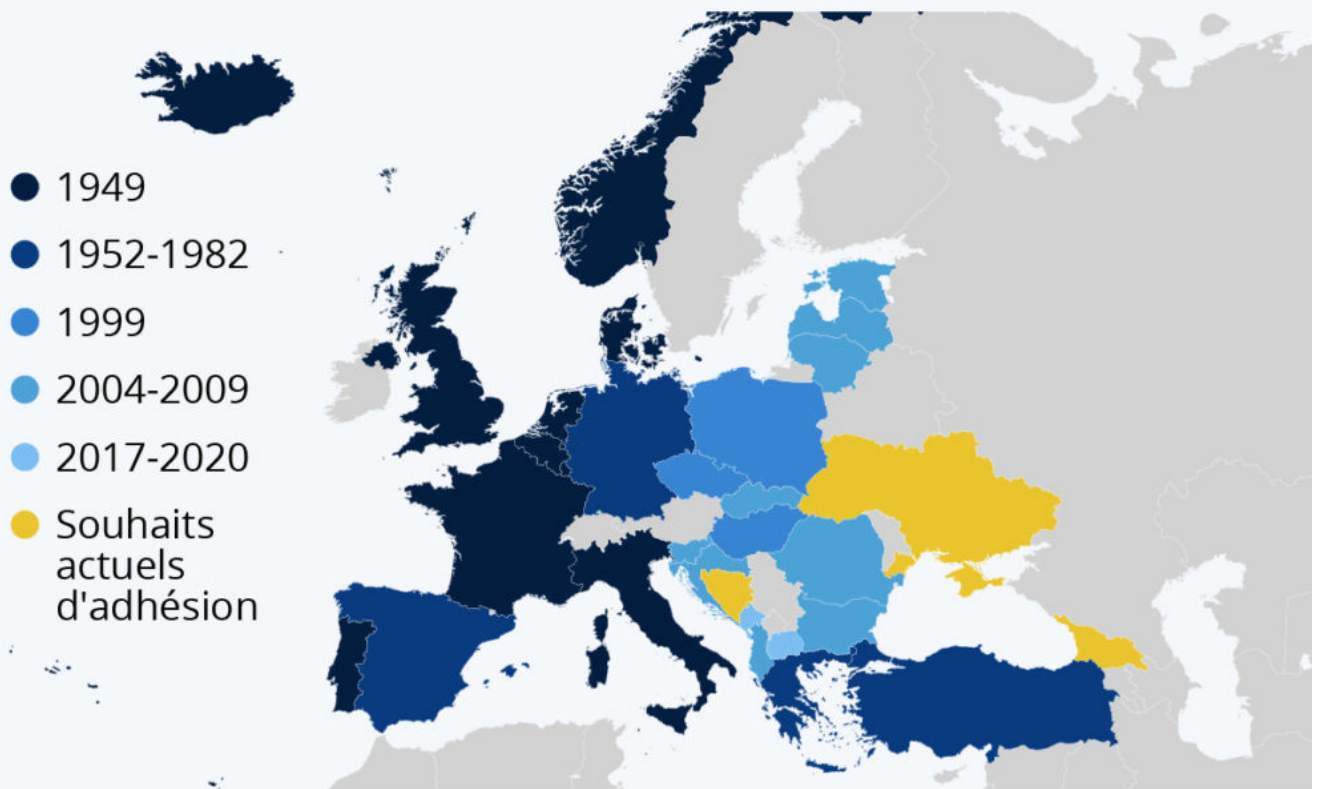
De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

Comment l'OTAN s'est étendue vers l'est

Écrit par le 22 novembre 2024

La poussée vers l'est de l'OTAN

Pays européens selon l'année d'adhésion à l'OTAN



Les deux autres membres de l'OTAN non inclus sur cette carte sont les États-Unis et le Canada.

Source : OTAN



statista

Alors que la diplomatie n'a pour le moment débouché sur aucune solution tangible et que des troupes russes sont massées à la frontière ukrainienne, les craintes de voir surgir un nouveau [conflit majeur en Europe](#) sont au plus haut. La menace d'une opération militaire russe en Ukraine a poussé les États-Unis à ordonner dimanche soir l'évacuation des familles du personnel de leur ambassade à Kiev. La situation « est imprévisible et peut se détériorer à tout moment », a assuré le ministère américain des Affaires

Écrit par le 22 novembre 2024

étrangères dans un communiqué.

Si les relations entre la Russie et son voisin occidental sont complexes et anciennes, l'aspiration déclarée de l'Ukraine à rejoindre l'[OTAN](#) - l'alliance politique et militaire de 30 pays d'Amérique du Nord et d'Europe - est au cœur des tensions actuelles. Si la demande d'adhésion du pays remonte à 2008 et ne devrait pas être honorée de sitôt, le contexte plus large de l'expansion du traité - de 12 membres fondateurs en 1949 à 30 pays majoritairement européens - trace une marche vers l'est qui est interprétée comme une menace par Vladimir Poutine. En décembre, le président russe avait une nouvelle fois fustigé l'organisation durant sa conférence de presse de fin d'année. « Tout nouveau mouvement de l'OTAN vers l'est est inacceptable », avait déclaré Poutine. Mais sa demande d'une interdiction formelle des expansions de l'OTAN a très peu de chance d'être entendue.

Vladimir Poutine a affirmé à plusieurs reprises que l'expansion de l'OTAN vers l'est rompait une promesse faite par les puissances occidentales après la dissolution de l'Union soviétique. Pourtant, même Mikhaïl Gorbatchev, qui avait participé aux pourparlers en tant que dernier dirigeant soviétique, a déclaré qu'une telle promesse n'avait jamais été faite. Entre-temps, la politique de la « porte ouverte » de l'OTAN, incluse dans son traité fondateur, continuera à faire de l'adhésion une option pour les nations souveraines - post-soviétiques ou non - et ce malgré d'éventuelles conséquences sur le plan géopolitique.

L'Union soviétique a peut-être disparu depuis plusieurs décennies, mais la [Russie](#) continue de considérer l'Ukraine comme un élément important de sa sphère d'influence. À l'instar de la Biélorussie voisine, l'Ukraine n'a pas seulement un rôle géopolitique d'État tampon entre l'est et l'ouest, mais elle est aussi considérée comme un allié culturel et historique majeur de la Russie - bien plus que d'autres nations post-soviétiques plus éloignées de Moscou.

Selon les règles d'admission à l'OTAN, les pays ayant des différends territoriaux avec d'autres - comme l'Ukraine et la Russie au sujet de la Crimée - ont pourtant peu de chances d'être admis. Mais le bras de fer entre les souhaits d'adhésion et les requêtes d'arrêt de l'expansion a pris la tournure d'une démonstration de force entre les différents parties, continuant de faire écho à l'époque de la guerre froide.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)